



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Bâtiment Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles, Belgique.
Tél. : +32 (0) 0484 942 792
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 24 février 2022

ADAM Bernard, « La faiblesse économique de la Russie devrait l'inciter à davantage de coopération avec son voisinage », *Éclairage du GRIP*, 24 février 2022, Bruxelles.

<https://grip.org/la-faiblesse-economique-de-la-russie-devrait-linciter-a-davantage-de-cooperation-avec-son-voisinage>



Éclairage

La faiblesse économique de la Russie devrait l'inciter à davantage de coopération avec son voisinage

Bernard Adam

24 février 2022¹

Le bras de fer entamé par Vladimir Poutine avec les Occidentaux autour de l'Ukraine depuis l'automne 2021 semble occulter la réalité de la faiblesse économique de la Russie. Les pays européens occidentaux et les États-Unis semblent terrorisés face aux menaces ambiguës du président russe. Pourtant, la Russie est non seulement très faible au plan militaire face aux Occidentaux², mais son économie accuse aussi d'importantes faiblesses. Cela devrait logiquement calmer les inquiétudes des Occidentaux.

La faiblesse principale de la Russie face à la puissance économique des autres acteurs économiques dans le monde réside d'abord au niveau de sa taille. Les chiffres de la Banque mondiale³ indiquent qu'actuellement, dans le Produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble des pays dans le monde, les États-Unis représentent 25 % de ce total, l'Union européenne 18 % et la Chine 17,4 %. La Russie se situe à 1,75 %, soit à un niveau dix fois moindre que l'Union européenne ou la Chine. À titre de comparaison, l'Allemagne se situe à 4,54 %, le Royaume-Uni à 3,26 %, la France à 3,11 %, l'Italie à 2,30 % et le Canada à 1,94 %.

La baisse sensible du taux de croissance après 2014

Selon les chiffres de la Banque mondiale, la moyenne annuelle du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Russie était de + 2,7 % pour les quatre années de 2011 à 2014. Elle est tombée à une moyenne annuelle de + 0,7 % pour la période 2015 à 2018. Puis elle est remontée à + 2 % en 2019, mais elle a connu une décroissance de moins 3 % en 2020. Cela signifie qu'après 2014, pour les six années de 2015 à 2020, la moyenne annuelle de la croissance du PIB s'est limitée à + 0,3 %.

Ces chiffres montrent assez clairement une tendance générale d'affaiblissement de l'économie russe. Après une période relativement favorable au début des années 2000, la Russie a connu un ralentissement sensible de sa croissance économique après 2014.

Or 2014 est l'année au cours de laquelle la Russie a annexé la Crimée et a décidé d'organiser un soutien aux séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine. Il s'en est suivi une série de sanctions économiques décidées par l'Union européenne et les États-Unis. Et au même moment, les cours du prix du pétrole ont commencé à chuter.

Cette évolution s'est concrétisée par un appauvrissement de la population russe. La Banque mondiale indique que, à prix courant, le PIB par habitant qui avait connu un sommet en 2013 avec 15 190 USD, est tombé à 9 210 USD en 2017, pour remonter légèrement à 10 690 en 2020. Cela signifie que le PIB par habitant de 2017 est tombé à 60 % de celui de 2013. Et en 2020, il n'est remonté qu'à 70 % de celui de 2013.

Depuis plusieurs années, la popularité de Vladimir Poutine diminue en raison de la constante érosion du pouvoir d'achat de la population russe, déjà victime d'une très impopulaire réforme des retraites, entrée en vigueur en 2019 (passage du début de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans pour les hommes)⁴. De nouvelles sanctions essentiellement économiques, annoncées par les Européens et les Américains, à la suite des récentes tensions aux portes de l'Ukraine, risquent d'accroître un peu plus les difficultés au sein de la population russe.

L'interdépendance entre la Russie et l'Union européenne

Étant géographiquement assez proches, la Russie et les pays de l'Union européenne ont d'importantes relations commerciales, mais elles sont fort différentes lorsqu'on les compare.

Les exportations de la Russie destinées à l'Union européenne représentaient 52 % du total des exportations russes en 2014, pour diminuer à 41 % en 2020. Et les importations de la Russie provenant de l'Union européenne représentaient 43 % du total des importations russes en 2013, pour tomber à 36 % en 2020⁵. Mais dans l'ensemble des exportations de l'Union européenne, celles dirigées vers la Russie sont passées de 9 % en 2013 à 5,7 % en 2019.

La Russie est beaucoup plus dépendante de l'Union européenne que l'inverse. Dans la relation bilatérale Russie-Union européenne, celle de la Russie est beaucoup plus fragile et c'est elle qui a le plus à perdre lors de tensions internationales qui amèneraient à de nouvelles sanctions économiques à son encontre.

Bien qu'on assiste à un certain rapprochement entre la Chine et la Russie depuis quelques années, leurs échanges commerciaux ne pourraient pas compenser entièrement la diminution des échanges avec les Européens. Par ailleurs, Vladimir Poutine redoute de se retrouver dans une situation de domination économique de la Chine sur la Russie⁶.

Le gaz et le pétrole sont à la fois un atout et une faiblesse pour la Russie

Le point le plus délicat pour les pays de l'Union européenne est leur dépendance concernant le gaz russe qui représentait 47 % du gaz importé par l'UE en 2021⁷. Les autres principaux fournisseurs de l'UE étaient la Norvège (20 %), l'Algérie (12 %), les États-Unis (6 %) et le Qatar (4 %). Ce sont les pays situés le plus à l'est de l'Europe qui sont les plus dépendants de la Russie comme la Lettonie (100 %), la Finlande (98 %) ou l'Allemagne (66 %). Plus les pays sont à l'ouest, moins ils dépendent du gaz russe, comme la France (20 %)⁸.

La provenance exacte du gaz consommé en Belgique est très difficile à évaluer. Selon le Service public fédéral belge Économie, la part du gaz naturel consommé en Belgique provenant de Russie ne s'élevait en 2019 qu'à 3 % du total du gaz importé⁹. Mais le SPF Économie explique que du gaz russe doit vraisemblablement se trouver dans une partie de l'importation de gaz importé depuis les Pays-Bas (42 % des importations de gaz de la Belgique) ou du Royaume-Uni (6 %), sans que l'on connaisse exactement leur provenance réelle. En revanche, ce qui est certain, ce sont les provenances prouvées du gaz importé et réellement produit en Norvège (37 %) et au Qatar (9 %). La seule chose qui est donc certaine, c'est la provenance réelle de ce total, soit 46 % du gaz consommé en Belgique.

En formulant quelques hypothèses, on peut sans doute essayer d'évaluer une estimation du total du gaz russe arrivant en Belgique. Il nous semble plausible qu'entre environ 65 % à 75 % des importations des Pays-Bas et du Royaume-Uni (42 % + 6 %, donc 48 %) proviennent réellement de ces pays. En supposant que le reste vienne de Russie, on en déduit que la part de gaz russe arrivant indirectement en Belgique via les Pays-Bas et le Royaume-Uni s'élèverait à un niveau situé entre environ 12 % à 17 % de la consommation totale de la Belgique. Cela signifierait alors qu'avec les 3 % de gaz directement importés par la Russie identifiés comme tels par le SPF Finance, on devrait arriver à un total de 15 % à 20 % de gaz russe dans le total de gaz consommé en Belgique en 2019. Ces chiffres paraissent plausibles comparés aux 20 % de gaz russe dans le total des importations de gaz de la France.

Une diminution, voire un arrêt total, des livraisons de gaz russe serait fort dommageable pour de nombreux pays européens, mais des alternatives certes plus coûteuses existent néanmoins. Sachant que les exportations gazières de la Russie vers l'Europe représentent à elles seules 15 % du PIB russe, un tel scénario serait encore plus problématique pour l'économie russe. Pour Francis Perrin, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS, Paris), et spécialiste des questions énergétiques, « *la dépendance de la Russie par rapport au marché européen est plus importante que la dépendance européenne vis-à-vis du gaz russe* »¹⁰.

L'hypothèse d'un arrêt de livraison du gaz russe est bien prise en compte par les responsables de l'Union européenne qui cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement, surtout depuis les menaces de la Russie face à l'Ukraine. Le 15 février 2022, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que l'exécutif européen avait entrepris des discussions avec de grands exportateurs de gaz naturel liquéfié, comme les États-Unis, le Qatar et l'Égypte¹¹.

Dans l'éventail des sanctions envisagées par l'Union européenne figure l'exclusion de la Russie du système de paiements internationaux SWIFT¹², mais également la non-ouverture du gazoduc *Nord Stream 2*, qui devrait prochainement acheminer une quantité très importante du gaz russe sous la mer Baltique vers plusieurs pays européens¹³. Des débats à ce propos ont lieu au sein de la nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne, qui semble davantage encline à utiliser cette arme contre la Russie que la précédente coalition dirigée par Angela Merkel¹⁴. Cette non-ouverture de *Nord Stream 2* pénaliserait fortement la Russie. Si le gaz est pour la Russie un très grand avantage, il peut aussi être une source de faiblesse si ses clients européens décidaient de ne plus l'acheter.

Par ailleurs l'économie russe est très fragile parce que ses exportations sont peu diversifiées. Elle est fortement dépendante de l'exportation des hydrocarbures (gaz et produits pétroliers) qui représentaient en valeur 49,6 % du total des exportations russes en 2020, contre 62,1 % en 2019¹⁵.

Les hydrocarbures représentent un atout pour la Russie, mais il s'agit aussi d'une certaine faiblesse parce que leur prix est très variable et très peu prévisible. Le prix du baril de pétrole (Brent) était très élevé entre 2011 et 2014 : entre 100 et 110 euros. Mais il a chuté à 50 euros en 2015. De 2015 à 2020, le prix du baril a été en moyenne de 54 euros chaque année. Ce n'est qu'en 2021 qu'il est remonté, pour atteindre 70 euros¹⁶. Il a tendance à remonter actuellement, mais rien ne permet d'affirmer qu'il restera stable ces prochaines années. Il s'agit dès lors d'un vrai sujet de préoccupation pour les autorités russes. Et à plus long terme, les politiques de lutte contre le réchauffement climatique pousseront les clients actuels de la Russie à restreindre d'année en année leur consommation et donc leurs achats d'hydrocarbures russes.

L'économie peut être une arme de confrontation ou un outil de coopération

La Russie est beaucoup moins puissante – tant au plan militaire qu'économique – que ne le laisse supposer la posture de Vladimir Poutine depuis les intimidations de l'automne 2021 autour de l'Ukraine. Pourtant, elle a des atouts qu'elle pourrait utiliser afin d'améliorer sa propre sécurité en coopérant avec son voisinage proche.

L'Histoire en Europe montre qu'on peut utiliser l'économie comme un outil de confrontation, notamment par des menaces et des chantages portant sur des sanctions. Mais cette voie est dangereuse et source de dégradation des relations internationales, qui peut déboucher sur des conflits.

Inversement, d'autres exemples, également dans l'Histoire de l'Europe, ont montré que l'économie a pu servir comme outil de coopération, débouchant sur l'amélioration de la sécurité en Europe.

Un exemple majeur réside incontestablement dans la mise en place des institutions européennes. La principale motivation des « pères fondateurs » de ces institutions était de créer une coopération économique, rassemblant les anciens ennemis après la deuxième Guerre mondiale, afin de créer une interdépendance qui empêcherait tout conflit entre eux. C'est ainsi que la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux furent les six premiers pays qui créèrent en 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la première institution supranationale européenne. Par la suite, ces mêmes pays signèrent le Traité de Rome le 25 mars 1957 créant la Communauté économique européenne (CEE). La CEE devint l'Union européenne le 1^{er} novembre 1993, qui compte aujourd'hui 27 États, à la suite de plusieurs élargissements.

En 1967, la « *doctrine Harmel* » fut adoptée par l'Alliance atlantique. Pierre Harmel, ministre belge des Affaires étrangères, fut chargé par les pays de l'OTAN de lui présenter une nouvelle stratégie combinant de façon équilibrée les deux concepts de « *défense* » et de « *détente* ». Le but était de créer un climat de confiance au sein de l'Europe, face à l'URSS et au Pacte de Varsovie, par un dialogue basé sur le respect des intérêts de chacun et sur la recherche d'une meilleure sécurité¹⁷.

Avec cette doctrine, Pierre Harmel a voulu contribuer à imprimer une nouvelle direction à l'OTAN : passer d'un rôle militaire et défensif, à un rôle politique et coopératif¹⁸. Il proposa de sortir de la logique du monde bipolaire, afin de favoriser la détente. On estime que cette doctrine fut le point de départ d'un nouveau climat aboutissant à l'*Ostpolitik* de Willy Brandt à partir de 1969, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à partir de 1973, à la signature des accords d'Helsinki en 1975, et plus tard, en 1989, au concept de « *maison commune européenne* » de Mikhaïl Gorbatchev¹⁹.

L'*Ostpolitik* a été l'œuvre du social-démocrate allemand Willy Brandt, devenu chancelier entre 1969 et 1974, après avoir été bourgmestre de Berlin entre 1957 et 1966. Il considérait que l'avènement de la paix en Europe serait facilité par la multiplication des relations économiques, scientifiques et culturelles entre les pays de l'Est et de l'Ouest en Europe. C'est lui qui fut le premier à engager son pays, l'Allemagne de l'Ouest (RFA), à signer une série d'accords de coopération d'abord avec l'Allemagne de l'Est (RDA), puis avec l'URSS et les autres pays de

l'Europe de l'Est. Par la suite, de nombreux accords de coopération furent signés entre la plupart des pays de l'Ouest avec ceux de l'Est²⁰.

La « *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)* » débuta en 1973 et se transforma ensuite en institution permanente. C'est en son sein que furent signés par tous les pays situés en Europe (dont l'URSS, y compris ses républiques d'Asie), ainsi que les États-Unis et le Canada, les *Accords d'Helsinki* en 1975 qui définirent les règles de la nouvelle architecture de sécurité en Europe. Ce cadre contenait trois « corbeilles » : la première sur la sécurité européenne, la deuxième sur la coopération économique, et la troisième sur le respect des droits de l'homme.

La nécessité du dialogue et de la coopération

Les chiffres et indicateurs concernant l'économie russe montrent qu'elle est relativement en situation de faiblesse notamment après 2014, conséquence des sanctions économiques imposées par les pays occidentaux, après l'annexion de la Crimée par la Russie et son soutien aux séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine.

Ces chiffres soulignent également l'interdépendance des relations commerciales entre la Russie et l'Union européenne. Les Européens pourraient avoir certains problèmes importants d'approvisionnement, notamment concernant le gaz, si les échanges commerciaux avec la Russie devaient s'effondrer ou fortement ralentir, mais ce serait encore plus catastrophique pour l'économie russe.

Dans ce contexte, et face aux menaces de sanctions des pays occidentaux, dont celles de l'Union européenne, il paraît peu logique pour un dirigeant comme Vladimir Poutine de persister dans une attitude perçue comme belliqueuse et dangereuse par les Occidentaux. L'intérêt de la Russie, tant au plan économique qu'au niveau de sa propre sécurité, est bien de retrouver un climat plus calme et de privilégier le dialogue et la coopération.

Auteur

Bernard Adam a été directeur du GRIP de 1979 à 2010.

-
1. Une version courte de cette analyse a été publiée dans la rubrique Opinion de [Trends Tendances](#), le 22 février.
 2. « La Russie n'a plus la puissance de l'URSS », Bernard Adam, Carte blanche, *La Libre*, 9 février 2022.
 3. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur:NY.GDP.MKTP.CD>.
 4. « Russie-Ukraine : dures sanctions », Jean-Michel Bezat, *Le Monde*, 15 février 2022.
 5. « Russie. Le Commerce de biens de la Russie en 2020 », *Ministère français de l'Economie*, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU/commerce-extérieur>.

-
6. « Vladimir Poutine en unique vedette pour faire oublier le boycott occidental », Philippe Paquet, *La Libre*, 4 février 2022.
 7. « Sur fond de crise ukrainienne, les Européens cherchent à réduire leur dépendance au gaz russe », Virginie Malingre et Adrien Pécourt, *Le Monde*, 30 janvier 2022.
 8. *Idem*.
 9. « Commerce international du gaz en Belgique ; Détermination de l'origine et de la destination des importations et des exportations, et élimination du transit des données annuelles », *SPF Économie*, 2021.
 10. « [Crise ukrainienne : l'Europe peut-elle se passer de gaz russe ?](#) », 29 janvier 2022.
 11. « [Un plan d'urgence européen en cas d'interruption des livraisons de gaz russe](#) », 16 février 2022.
 12. « L'option "nucléaire" : débrancher la Russie du réseau financier SWIFT », Véronique Chocron, *Le Monde*, 25 janvier 2022.
 13. « Le jeu dangereux de la Russie avec le gaz », Jean-Michel Bezat, *Le Monde*, 21 décembre 2021.
 14. « Dissensions à Berlin sur le gazoduc Nord Stream 2 », Thomas Wieder, *Le Monde*, 22 décembre 2021.
 15. « [Russie. Le commerce extérieur de biens de la Russie en 2020](#) », *Ministère français de l'Économie*.
 16. <https://www.carburants.org/prix-du-baril-par-an>.
 17. « Pierre Harmel », Vincent Dujardin, *Éditions Le Cri*, 2004.
 18. « Pierre Harmel, le sens du dialogue et du respect de l'adversaire », www.focusbelgiul.be.
 19. « [Disparitions. Pierre Harmel](#) », Jean-Pierre Stroobants, *Le Monde*, 21 novembre 2009.
 20. « Allemagne 1961-1974 : de la construction du Mur à l'Ostpolitik », Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, *Presses Universitaires du Septentrion*, 2009.